

LICENCES D'IMPORTATION

1 543 demandes déposées

1 543 demandes de licences d'importation des produits et des marchandises ont été déposées, depuis le début du mois, selon un bilan du ministère du Commerce.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'ouverture des contingents quantitatifs pour l'importation des produits et marchandises au titre des licences d'importation pour l'année 2017 a été fixée entre le 1^{er} et le 15 avril en cours. Lesquels concernent 21 produits industriels et agricoles.

Les produits industriels concernent les véhicules de tourisme et autres véhicules automobiles destinés à la revente en l'état, à l'exclusion de certaines sous-positions tarifaires (au nombre de quinze), la collection destinée aux industries de montage et les véhicules spéciaux et engins (camions, ambulances, engins).

La liste comporte également l'acier rond à béton, le fil machi-

ne, les bois ainsi que les céramiques.

Pour ce qui est des produits agricoles et agricoles transformés, la liste inclut les viandes bovines, fraîches ou réfrigérées, les fromages, les citrons frais, les pommes, les bananes, l'orge, les aulx, le maïs, les tourteaux de soja, le concentré minéral vitaminé, le poly-phosphate ainsi que le double concentré de tomates.

Le ministère du Commerce a souligné dans un communiqué, rendu public jeudi, que la liste des contingents des produits à soumettre au dispositif des licences pourrait éventuellement être élargie à d'autres produits et contingents, «en temps opportun et dans les mêmes formes que précédemment». La même sour-



Le ministère du Commerce pourrait élargir la liste à d'autres produits.

ce a souligné que le ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, qui s'est réuni avec les membres de la commission chargée de l'exa-

men des demandes de licences d'importation, «l'impératif de prendre les mesures nécessaires en vue d'accélérer l'examen des dossiers».

Pour rappel, les produits de première nécessité ainsi que les intrants ne sont pas concernés par le dispositif des licences d'importation visant, selon le ministère du Commerce, à réguler le marché et protéger la production locale. Lors d'une précédente déclaration, Abdelmadjid Tebboune a expliqué que le dispositif des licences ne signifie pas l'interdiction de l'importation mais plutôt imposer un contrôle rigoureux de la qualité et des quantités des produits qui rentrent au pays. Selon lui, notre pays a enregistré un déficit commercial de 17 milliards de dollars et la facture d'importation des produits superflus s'est élevée en 2016 à 7,8 milliards de dollars. Si l'on continue dans la même tendance, estime Tebboune, l'Algérie courra tout droit vers l'endettement.

S. A.

CONDITIONS DE CRÉATION DES CENTRES D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE

Amendements en vue

Mounia Meslem rassure les parents quant à la conformité des centres d'accueil de la petite enfance aux cahiers des charges les régissant, annonçant, dans la foulée, la revue du décret exécutif lié à leur création, à leur organisation, à leur fonctionnement et à leur contrôle.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Intervenant, avant-hier jeudi, dans le cadre d'une séance de questions orales au Conseil de la nation, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, a soutenu que ces structures étaient loin de fonctionner informellement au bon vouloir de leurs gérants puisque, selon elle, soumises à des inspections régulières en vertu d'une instruction des ministères de la Solidarité nationale et du Commerce donnée le 3 avril 2013 pour s'enquérir du respect du cahier des charges.

Des rondes de contrôle opérées inopinément au niveau des 1 755 jardins d'enfants et autres garderies pour s'enquérir notamment de «la qualité des repas destinés aux 122 182 enfants qui y sont pris en charge, des conditions de salubrité et d'hygiène, à la conservation des produits alimentaires, aux dossiers des enfants et des personnels et enfin, au respect par ces établissements de la capacité d'accueil et de l'âge fixés par l'agrément».

Et à Meslem de préciser que la mission de son département consistait en l'examen des dossiers relatifs aux demandes de création d'établissements et de centres pour la petite enfance au niveau des commissions ad-hoc de wilayas conformément aux dispositions du décret exécutif n°08-287 en date du 17 décembre 2008, fixant les conditions de création, d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des établissements et centres d'accueil de la petite enfance outre l'inspection de ces derniers.

Un décret qui subira, a-t-elle annoncé, des «amendements en vue, selon elle, de «l'adapter aux nouvelles exigences et de «simplifier les procédures administratives, notamment celles liées aux conditions requises pour la création de ces établisse-

ments et centres, d'étendre le réseau à l'échelle nationale car devenu désormais une nécessité impérieuse à la lumière des changements aux plans social et économique de la famille algérienne et permettre aux mères travailleuses de concilier

entre la vie professionnelle et familiale». La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a, par ailleurs, fait part de l'assainissement régulier du fichier national des bénéficiaires de l'allocation destinée aux

catégories vulnérables, estimant, dans la foulée, qu'en deux ans, 2014 et 2015, pas moins de 3 573 personnes ont été radiées de ce fichier pour y inscrire d'autres ouvrant droit.

M. K.

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

La Banque mondiale financera 4 projets dans les transports

En marge des travaux d'une rencontre qui a réuni des cadres des différents secteurs (transports et travaux publics, santé, énergie, industrie) avec des experts de la Banque mondiale, le directeur général des infrastructures au ministère des Travaux publics et des Transports, Boualem Chetibi, a indiqué que quatre projets pilotes relevant dudit secteur ont été examinés, à l'issue d'une rencontre sur le partenariat public-privé (PPP), jeudi soir, à Alger, après décision du gouvernement.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Ces quatre dossiers, susceptibles d'être retenus pour un financement par la Banque mondiale, qu'«on a examiné avec les experts de la Banque mondiale tous les aspects réglementaires et techniques et même financiers, pour accélérer le processus d'un partenariat gagnant-gagnant, qui vise essentiellement à développer et à diversifier les infrastructures dans notre pays», a indiqué M. Chetibi, soulignant que la Banque mondiale assure l'accompagnement technique ainsi que le financement des études d'expertises.

Les projets en question sont la mise en place des péages sur l'autoroute Est-Ouest, de la ligne pilote de bus à haut niveau de service (BHNS), reliant Tafourah à l'aéroport international Houari-

Boumediène, sur une distance de 20 kilomètres, avec un partage du financement, entre le secteur public et privé.

Les deux autres projets concerneront le métro d'Oran, sur une distance de 19,7 kilomètres, passant par 20 stations, dont le coût estimatif total est de 168 milliards de dinars ; et l'extension du Métro d'Alger qui reliera la place des Martyrs à Chevalley, sur une distance de 9,5 kilomètres, passant par 8 stations, a-t-il souligné, ajoutant que le coût global d'extension du Métro d'Alger est estimé à hauteur de 74 milliards de dinars, avec un trafic prévisionnel de 40 000 passagers/heure.

La réalisation de ces projets se fera à travers le PPP dont le rôle consistera à mobiliser des ressources financières pour la réalisation de projets d'infrastructures publiques, en prove-



La Banque mondiale assure le financement des études d'expertise.

nance d'opérateurs privés ou publics, principalement algériens, lesquels bénéficieront des revenus générés par l'exploitation de ces infrastructures.

Le directeur général des infrastructures au ministère des Travaux Publics et des Transports, a également mis le doigt sur la conjoncture économique actuelle du pays qui ne permet pas le financement et que désormais «il faut cibler d'autres sources de financement et s'associer positivement dans la démarche du gouvernement pour soutenir et promouvoir la croissance économique».

Pour rappel, l'atelier sur le partenariat public-privé a été organisé à Alger, le 12 avril

dernier, en collaboration avec la Banque mondiale. Une rencontre qui traduit l'émergence d'une vision nouvelle, dans la conception du service public et son mode de financement, privilégiant la mise en place de partenariats productifs, dans la gestion des projets d'intérêt général, afin de rationaliser les dépenses publiques, en fonction des priorités, dans le but de satisfaire les besoins des populations, notamment, en matière d'accès à des infrastructures, répondant aux exigences de qualité, avait souligné Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, de la Réforme hospitalière, des Travaux publics et des Transports par intérim.

M. A.-S.